

COMMUNIQUE DE PRESSE N°13/RDC/VSV/CE/2017

DECOUVERTE DE NOUVELLES FOSSES COMMUNES EN RDCONGO : LA JUSTICE CONGOLAISE A L'EPREUVE DE SA CREDIBILITE APRES LE REFUS PAR KINSHASA D'UNE COMMISSION D'ENQUETE INTERNATIONALE

La Voix des Sans Voix pour les Droits de l'Homme (VSV) est une fois de plus choquée par la récente découverte dans la province du Kasai de dix (10) autres fosses communes sur l'axe Tshikapa – Sumbula – Diboko en sus de plus de quarante (40) découvertes auparavant dans le Kasai - Central.

La VSV prend acte que la nouvelle découverte macabre des fosses communes ait été annoncée par le Procureur Général de la République et l'Auditeur Général des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) au cours d'une conférence de presse lundi 26 juin 2017.

La VSV saisit cette occasion pour inviter la justice congolaise à tout mettre en œuvre pour redorer son image longtemps ternie d'une justice obéissant aux ordres des politiques et à ceux des plus offrants alors qu'elle est ce pouvoir qui devrait tout réguler dans la société congolaise en faisant peur à tout le monde y compris aux animateurs actuels du pouvoir exécutif .

En l'absence d'une commission d'enquête internationale sur les crimes perpétrés dans les provinces du Kasai, la justice congolaise doit savoir qu'elle est à l'épreuve de la conquête de son indépendance et de la reconquête de la confiance des populations congolaises et de la communauté internationale qui doutent encore d'elle.

Ladite confiance ne peut être possible que si et seulement si la justice congolaise s'affranchissait des chaînes des interférences et autres ingérences des politiques et autres personnalités occupant de Haut rangs en RDCongo.

Pour la VSV, la paix et la stabilité politique en RDCongo passent également par la justice à rendre aux victimes des crimes perpétrés dans les provinces du Kasai afin de lutter effectivement contre l'impunité.

La VSV espère que les autorités congolaises laisseraient les mains libres à la justice congolaise et ne se permettront pas d'entraver le travail de l'équipe d'experts internationaux chargée de déterminer les faits et circonstances réelles dans lesquelles les massacres et autres tueries ont eu lieu dans les provinces du Kasai Central et du Kasai.

Fait à Kinshasa, le 27 juin 2017

LA VOIX DES SANS VOIX POUR LES DROITS DE L'HOMME (VSV)